

Discours d'investiture de Mr Arnaud MONTEBOURG
Président du Conseil général de Saône-et-Loire
ASSEMBLEE DEPARTEMENTALE
Séance du jeudi 31 mars 2011

(Seul le prononcé fait foi)

Monsieur le doyen, Cher benjamin,
Mes Chers Collègues, Mesdames et Messieurs,

D'abord je souhaite remercier la majorité de sa confiance et des suffrages qu'elle vient de m'adresser. Je veux surtout et d'abord féliciter nos nouveaux élus et particulièrement les femmes qui font une entrée fracassante dans l'Assemblée départementale : Philomène Baccot, Conseillère générale de Digoin, Ghislaine Colombo, Conseillère générale d'Autun, Cécile Untermaier, Conseillère générale de Sennecey-le-Grand, Martine Chevallier, Conseillère générale de Beaurepaire-en-Bresse. Je veux évidemment ne pas négliger les hommes qui eux aussi font une entrée remarquée dans cette Assemblée mais il est vrai que nous avançons vers la parité à pas prudents nous allons dire, et qu'il est toujours utile de noter lorsque quatre femmes entrent dans l'Assemblée départementale, lorsqu'une est sortie notre amie Alice Besseyrias, et je suis heureux de l'hommage que à la fois le public, les citoyens présents et les élus ont adressé à nos quatre nouvelles élues. Mais je n'oublie pas bien sûr de féliciter Laurent Selvez, Conseiller général de Montceau qui a, lui, la lourde charge de remplacer une femme, Alice Besseyrias. Je n'oublie pas Thierry Colin, Conseiller général de Cuisery qui n'est pas une femme mais qui a la lourde charge de succéder à Maître Perrault qui était en quelque sorte la "mascotte" de l'Assemblée départementale. Je n'oublie pas Jean-Baptiste Pierre, benjamin qui est à ma gauche, qui lui, nous apporte l'atout de la jeunesse et Dominique Commeau, Conseiller général d'Etang-sur-Aroux qui a la lourde charge de remplacer Robert Jacquemard, Jean-Baptiste Pierre remplaçant Michel Dessertenne.

Je veux surtout remercier nos concitoyens de Saône-et-Loire qui nous ont accordé leur fidélité après cette campagne difficile, marquée d'abord par l'abstention et des tourments politiques qui ont envahi notre pays. Je veux indiquer d'ailleurs que le signe de cette confiance est puissant : 15 000 voix d'avance pour les candidats de la majorité départementale. Ces 15 000 voix d'avance, c'est le soutien à la transparence des comptes, au courage d'avoir dit quelques vérités, au courage aussi de la combativité, d'avoir défendu notre territoire contre ceux qui souhaitaient soit

s'en désengager, soit ne pas être au rendez-vous des difficultés de nos concitoyens. Face à la stratégie d'étranglement de l'Etat, les Départements ruraux se sont battus, je crois qu'ils ont été honnêtement récompensés par les électeurs qui ont su le reconnaître. Malgré une campagne difficile où nous avons vu qu'à Paris on souhaitait se débarrasser des Conseillers généraux, transférer massivement des compétences, supprimer des recettes comme la taxe professionnelle, pendant que ici on nous faisait le reproche évidemment de diminuer un certain nombre d'aides alors que nous n'avions pas d'autres choix dans cet étranglement.

Ces 15 000 voix qui sont 15 000 voix d'avance, sont celles de l'audace récompensée. Je veux dire aussi que les collectivités locales qui nous avoisinent, nous environnent, se demandent comment il est possible d'obtenir 15 000 voix d'avance après un plan de sauvetage qui fut une décision très difficile à prendre. Je rends hommage aux élus de la majorité et de l'opposition qui ont traversé cette période avec courage et dignité, chacun se reconnaîtra, permettant d'affronter les difficultés de notre département et nous permettant ainsi de retrouver la possibilité de faire des projets. La politique ce n'est pas se battre contre des données financières, cela consiste à faire des projets, se réunir pour en délibérer et s'occuper des gens qui attendent à la porte de nos institutions publiques.

Le plan de sauvetage fut un moment difficile, mais nous l'avons surmonté dans la transparence et la réponse que je donne à ceux qui m'interrogent après que nous ayons, c'est vrai, pris des décisions fiscales difficiles -des décisions de diminution des dépenses douloureuses- je leur dis : "nous nous sommes adressés aux citoyens de Saône-et-Loire comme des citoyens adultes en ne leur cachant rien, en leur disant tout, en jouant la carte de la transparence. Nous n'avons rien mis sous les tapis, nous avons préféré dire les choses et affronter la dure réalité".

Finalement et je veux le dire, le plus bel hommage que pour chacun de ceux qui ont été réélus, que les électeurs aient pu nous adresser c'est le fait qu'ils ont reconnu que nous affrontions les difficultés en les regardant dans les yeux.

Nous ne sommes pas là pour, dans cette période de crise, où le système économique s'effondre, le système financier aussi ingrat, où l'économie semble se dérober sous nos pieds, l'agriculture en souffrance, nous ne sommes pas là pour mentir.

Nous ne pouvons que dire la vérité et chercher les solutions ensemble, pour la surmonter. C'est cette victoire des 15 000 voix d'avance qui a salué ce courage-là. Et je voudrais en remercier les électeurs chaleureusement.

Sur la ligne d'une Saône-et-Loire courageuse, il est vrai que nous avons choisi de nous battre sur les services publics, les bureaux de postes supprimés, les gardes de nuit supprimées, le risque de privatisation de la Route Centre Europe Atlantique devenue route à péage alors qu'elle était gratuite, nous battre pour le pouvoir d'achat des gens, nous y contribuons à notre manière : gratuité des transports publics. Nous avons eu ici des débats extrêmement âpres entre les uns et les autres mais nous avons tenu le cap.

L'aide au maintien à domicile pour les personnes âgées, là aussi le sauvetage des associations d'aides à domicile et tout ce que nous avons essayé de

préserver dans la tempête, ces 15 000 voix d'avance sont l'acte de reconnaissance de ces choix-là.

Bien sûr, face au sentiment du « tous pourris » que nous avons entendu dans cette campagne, et je ne veux pas dissimuler ce que nous avons entendu dans la campagne, il est normal que ce que nous avons entendu dans les fermes, dans les immeubles de nos villes, dans les hameaux, contre la politique, contre les élus, entre dans cet hémicycle. Je trouve normal que, ce qui a été dit aux candidats, qui en ont d'ailleurs pris beaucoup je crois à cette occasion, ce soit aujourd'hui l'occasion peut-être d'en débattre, je ne dissimulerai pas que, c'est vrai, face au sentiment de « tous pourris » nous avons une lourde et grave responsabilité à nous-mêmes accentuer les règles qui permettront de rétablir la confiance, ou en tout cas d'assurer la confiance avec les citoyens à l'égard d'une institution qui est la leur.

Le Conseil général de Saône-et-Loire n'est pas la propriété des élus de Saône-et-Loire, il appartient à tout le peuple de Saône-et-Loire, et même ceux qui ne se rendent pas aux urnes car ils payent tous des impôts. Ils peuvent participer à travers leurs élus aux décisions politiques que nous prenons et c'est une des raisons pour lesquelles je veux dire ici qu'aussi nous avons pris des décisions courageuses qu'il faudra poursuivre, nous avons d'une certaine manière mis fin à une forme très douce, et j'allais dire notabiliaire d'un clientélisme en supprimant finalement le guichet pour préférer le projet, c'est cela que nous avons privilégié dans l'aide à la fois aux associations ou aux collectivités publiques.

Nous avons accru le contrôle démocratique que les citoyens peuvent exercer sur nos choix politiques, tel était le sens de cette expérience de Jury Citoyen. Elle a beaucoup été moquée, mais elle a été saluée par les membres de ce jury, les membres jurés qui d'ailleurs sont des citoyens du département tirés au sort sur les listes électorales qui se sont exprimés dans la presse et qui ont dit à quel point cette politique d'association des citoyens à l'évaluation de nos choix politiques était bonne, passionnante et constructive. Il faudra poursuivre, continuer et approfondir cette politique.

Nous avons aussi multiplié les occasions d'associer la population, des habitants à nos orientations politiques. Je me souviens que pendant le plan de sauvetage, nous avons, j'avais pris l'initiative avec les vice-présidents membres de l'exécutif de consulter les forces politiques, les grands partis politiques du département, l'ensemble des parlementaires pour leur exposer la situation, les associer.

Je me souviens aussi que nous avons pris l'habitude qu'il y ait des séminaires certes de majorité comme c'est normal, mais aussi des séminaires d'opposition permettant de discuter avec tout le monde de nos difficultés et de nos espoirs. Je souhaite pour ma part, un peu dans le sens de ce que vient de déclarer notre doyen d'âge, que le débat nous permette de prendre de la hauteur, qu'il soit constructif, que nous fassions des choix parfois difficiles ensemble. Si nous ne les faisons pas ensemble ce n'est pas grave, mais l'essentiel c'est que le débat soit à la hauteur des difficultés que nous aurons ensemble à affronter et de la confiance qui nous est faite. Nous poursuivrons donc ce travail.

Le bilan des élections cantonales qui est d'abord la victoire de l'abstention, il faut le reconnaître et le dire. Pour moi l'abstention est un vote, c'est une expression,

elle est ambiguë, elle est silencieuse, mais elle dit beaucoup. Nous devrions nous y intéresser davantage, je crois que ce serait à notre honneur, et je crois, je crains même que les Français ne croient plus que la politique soit capable de changer leur vie et ça vaut pour des dirigeants internationaux d'envergure internationale, comme pour des dirigeants locaux.

Est-ce que vous pouvez encore faire des choses pour nous ? Et si on dit "non c'est pas nous, c'est le Préfet ; non c'est pas nous, c'est la Région ; non c'est pas nous, voyez le Maire. Finalement ce sentiment d'impuissance, il nous en revient une part de responsabilité que nous avons à résoudre, et un morceau en quelque sorte de notre responsabilité dans l'affaire.

Voilà pourquoi je crois que notre travail est de lutter contre cela et de chercher les moyens d'améliorer avec le peu d'argent public qui nous reste, qui est à notre disposition, d'améliorer la relation de confiance qui peut encore exister à l'égard des élus locaux de terrain. Ces élus à qui on peut tirer la manche et dire une chose dans l'oreille qu'on ne peut jamais dire à un élu qu'on ne verrait qu'à la télévision ou qui ne serait qu'une image médiatique certainement pas une réalité concrète. C'est notre responsabilité aussi d'entendre la sourde colère qui commence à s'installer dans nos campagnes. Nous avons à entendre ce qui se dit dans les quartiers populaires de nos villes : Montceau, Chalon, Mâcon, partout des choses ont été dites dans cette campagne. Il faut les entendre parce que cela nous donne cette responsabilité.

C'est pourquoi vous me permettrez d'ouvrir, j'allais dire, cette mandature sous le signe de la gravité et de la responsabilité, en vous faisant la proposition que, il y a plusieurs radicalités dans la société qui sont en train de s'installer, il y a une radicalité destructrice, celle d'un vote de colère, de violence, parfois de haine d'autrui et puis il y a une radicalité transformatrice où il faut imaginer les réformes nouvelles, se projeter dans l'imagination de processus nouveaux, réécouter la société et faire en sorte que nous puissions transformer radicalement un certain nombre de choses que nos concitoyens attendent.

Moi je crois, et vous me permettrez de vous le dire avec, j'allais dire, des mots simples, d'un président auquel vous venez d'accorder votre confiance, je crois que seule la radicalité transformatrice et y compris pour notre département peut nous permettre de dessiner la carte de notre propre avenir.

D'ailleurs, nous ne pouvons rien attendre des autres. Est-ce que nous allons attendre que Paris décide pour la Saône-et-Loire ? Est-ce que nous allons attendre que d'autres, même à Dijon ou je ne sais où, décident pour la Saône-et-Loire ? Est-ce que nous pouvons espérer beaucoup du Préfet pour qui nous avons estime et respect ? Qu'il décide de choses importantes pour la Saône-et-Loire, on voudrait juste qu'il ne décide pas de choses désagréables pour la Saône-et-Loire. Mais ceux qui auront à écrire l'avenir de notre territoire, c'est bien ceux qui sont autour de ces tables arrondies qui s'appellent un hémicycle. Ça ne repose que sur nos épaules, c'est une responsabilité grave et c'est pourquoi je vous propose dans ce mandat de placer le Conseil général du département de Saône-et-Loire au point, j'allais dire, central de réinvention et d'utiliser le petit périmètre de notre liberté conquise ou en tout cas défendue et les moyens que nous avons dégagés dans la difficulté, de les consacrer à une manière d'innover d'imaginer l'avenir autrement pour nos concitoyens dans le département de Saône-et-Loire.

Qui peut croire qu'une avant-garde gouverne seule et que tout se décide en haut s'appliquant en bas que le peuple obéit et croit à ce qu'on lui dit ? Il y a encore des gens qui le croient. Nous, plus.

Qui peut croire que les ressources naturelles sont infinies, que leur exploitation n'a aucune importance ? Il y en a encore qui le croient. Nous plus.

Qui peut croire qu'il n'y a pas d'alternative à la finance triomphante au comportement brutale des actionnaires ? Moi je n'y crois plus, je pense qu'il est possible de faire autrement.

Qui peut croire que les sociétés privées peuvent continuer à exploiter leur rente sur des biens communs comme l'eau par exemple ? Moi je pense qu'on peut faire autrement. Ce sont des montagnes, vous me direz, qui sont devant nous, qu'on ne pourrait pas déplacer parce qu'on a jamais osé s'y attaquer mais il va falloir le faire, avec nos moyens avec notre périmètre mais c'est notre responsabilité.

Qui peut croire que le service public est une valeur du passé ? Y en a qui le croit. Moi je ne le crois pas. Elle est à reconstruire et à réhabiliter parce que dans cette campagne, dans tous les partis politiques et les électeurs de tous les partis politiques nous ont dit : "où est passé le service public ? L'éducation nationale ? La santé ? Les bureaux de poste ? On n'a parlé que de ça dans cette campagne.

Qui peut croire qu'on peut toujours gouverner par des chiffres la rentabilité, la productivité et écraser le lien qui existe entre les hommes et l'utilité humaine des décisions que nous prenons ? Moi je n'y crois plus.

Alors je vous propose que nous prenions comme matrice politique, comme état d'esprit le désir que, oui, beaucoup de choses sont possibles si on décide de s'en donner les moyens et de prendre le temps de les oser et donc je vous propose que nous placions notre mandat sous le signe de l'innovation, la transformation radicale, devenant en quelque sorte les inventeurs, j'aime beaucoup cette formule, désargentés de notre vie future. On n'a pas d'argent mais on a des idées, voilà, c'est le sens du projet que je voudrai initier avec vous aujourd'hui pour notre département de Saône et Loire pour les trois années qui viennent. Bien sûr c'est un projet à construire avec la population, avec bien sûr les forces politiques, les forces sociales, économiques, le mouvement associatif, la population elle-même, chaque citoyen. Il faut reconnaître que le taux d'abstention dans le département (52,76 %) fait que seulement 47 % de nos concitoyens se sont prononcés laissant le soin à d'autres finalement de réserver leur colère, à d'autres élections. Donc moi je souhaiterais qu'aussi ceux-là puissent participer à nos choix, en tout cas en débattre, avoir cette occasion et se mêler en quelque sorte de ce qui les regarde.

Sur la décentralisation d'abord, un mot de bilan si vous me le permettez, puisqu'une réforme arrive et que c'est une opportunité historique. Ce sont des cantons qui pour la dernière fois ont élu les Conseillers généraux que nous sommes. Nous ne savons pas par quoi nous serons remplacés ? Dans quelles circonstances ? Comment ? Car il règne quand même une grande incertitude. Mais néanmoins, est-ce que nous nous ne pouvons dire de quel avenir territorial nous voulons ? Quel est l'avenir territorial que nous voulons fabriquer ? Comment on s'organise sur le territoire ? Est-ce que nos trois grandes villes par exemple peuvent s'unir ? Est-ce

que nos petites villes se rattachent aux grandes ? Est-ce que au contraire elles restent des leaders des campagnes qui les entourent ? Toutes ces questions vont se poser sur la redéfinition de la carte de l'intercommunalité que l'Etat est en train de faire qu'il fera d'ailleurs et qu'il a le pouvoir désormais d'écrire et de dessiner sans nous.

Est-ce que nous avons des propositions à faire ? Oui nous en aurons. Comment nous allons, nous, dessiner notre propre futur géographique pas seulement politique mais aussi public, d'intervention publique, sur une économie qui souffre et sur les moyens dont nous nous doterons pour agir. Dire ce qu'on souhaite pour notre territoire c'est déjà décider une sorte d'autodétermination que nous avons perdu l'habitude d'avoir. Nous étions des exécutants à l'intérieur de périmètres, voici que les frontières sautent. A nous de dire « c'est notre force, c'est notre mandat » ; et c'est aussi d'une certaine manière ce que la population attend de nous.

Enfin, les défis majeurs pour les départements ruraux comme les nôtres. C'est d'abord lutter et c'est un point central et primordial dans les trois années à venir contre l'affaiblissement démographique. Nous avons une courbe démographique qui ne diminue pas mais qui n'augmente pas. Notre pays a gagné des millions d'habitants et gagne quand même presque un million d'habitants par an. Nous avons une des natalités la plus importante d'Europe. Notre département n'augmente pas sa population pendant que d'autres départements ailleurs voient la population exploser au point d'ailleurs que les élus ont à faire face à d'autres problèmes qui sont à l'inverse des nôtres. Nous, nous nous désertifions dans certains endroits du département pendant qu'ailleurs les difficultés de l'entassement apparaissent.

Attirer de nouvelles populations, non pas seulement touristiques mais peut-être définitives. Il y a aujourd'hui dans l'ensemble des études sociales et sociétales en France et sociologiques la preuve que dix millions de nos concitoyens habitant dans les grandes métropoles veulent les quitter pour venir s'installer dans des départements différents de petites villes et à dominante rurale. Je crois que nous avons le profil. Est-ce que nous décidons de mener une grande politique d'attraction de populations nouvelles ? Ou est-ce que nous décidons de nous replier sur nous-mêmes, de ne pas mener cette politique et de continuer à voir nos villes se dépeupler et nos campagnes perdre de la substance ? Cette question est centrale, elle fera partie des choix politiques que nous aurons à faire ensemble.

Et c'est là que la question du maintien des services publics -couverture numérique, santé, transport, éducation- est tout à fait fondamentale. Si nous mettons l'argent sur ces services publics, puisque maintenant nous aurons à faire des choix, ce sera aussi pour cela. Ces décisions que nous aurons à prendre, nous les prendrons ensemble avec la population selon sa vision, avec vous, l'ensemble des élus, mais aussi tous ceux qui nous regardent et qui ont leur mot à dire.

Deuxième défi : investir dans la mutation de notre appareil productif qu'il soit industriel ou agricole. Deux appareils en crise. Comment attirer de la population si nous ne donnons pas de travail, s'il n'y a pas de travail ou si nous en perdons ? C'est la question du réinvestissement de la question industrielle. Nous avons perdu dans les plans sociaux de la crise, dans le département pas loin de 5 000 emplois qualifiés, correctement payés. Et aujourd'hui, la population nous demande : « mais quels sont les emplois de demain et par quoi va-t-on les remplacer ? » Un des éléments de la réponse est que bien sûr l'économie n'est pas notre compétence.

Nous allons dire « ah ! C'est pas nous c'est le Préfet, ah ! Ce n'est pas nous c'est la Région ». Mais c'est quand même un peu nous puisque personne ne s'occupera de la Saône-et-Loire si nous-mêmes nous ne nous en préoccupons pas sur le terrain économique et je sais que de part et d'autre de ces bancs certains pensent exactement à l'unisson de ce que je viens de dire.

La question économique est fondamentale. Il nous appartient de ne pas l'abandonner à d'autres.

La question agricole est centrale d'abord parce que la Saône-et-Loire est un très grand département agricole et que là aussi la crise de la mutation de l'agriculture est devenue extrêmement sérieuse. Dix pourcent de nos exploitants agricoles sont aujourd'hui au RSA. Le sait-on seulement ? Les statistiques parlent d'elles-mêmes. Elles montrent une montée des difficultés économiques et sociales dans le monde agricole qui est un monde productif qui ne demande qu'à vivre de son travail. Il ne s'agit pas seulement de le défendre. Il s'agit aussi de lui montrer le chemin, de l'aider à muter, de l'accompagner dans des choix difficiles et parfois économiques douloureux.

La question de la construction des filières courtes, du réinvestissement de l'agriculture biologique qui est manifestement à des points de retard de la France par rapport à ses concurrents européens.

La question de la reprise des entreprises industrielles ou artisanales par une génération de baby boomers qui n'ont pas aujourd'hui les apprentis ou les salariés qui veulent reprendre leurs entreprises est une question centrale pour un département comme le nôtre. L'économie a des solutions, à nous, comme par exemple les sociétés coopératives de production, à nous de les imaginer, de les mettre en œuvre, de les financer.

Troisième défi : reprendre en main les services publics. Les services publics, on les a abandonnés au privé, à la délégation et finalement, nous nous sommes aperçus que la performance n'était pas au rendez-vous et que le prix était très élevé. Est-ce qu'il est possible que nous puissions reprendre en main la destinée de notre action publique et de dire oui nous pouvons faire ou faire faire un certain nombre de choses différemment pour moins cher ? C'est le sens de l'action que nous avons commencé à engager dans les transports et dans l'eau où il s'agit, en effet, d'offrir à nos concitoyens de meilleurs services qualité/prix si j'ose dire car c'est toujours eux qui payent que ce soit par l'impôt ou par la redevance.

Enfin, c'est le changement et c'est le point fondamental radical et inventif de nos modes de vie. Nous avons parfaitement compris et j'ai eu envie de dire, nos concitoyens plus que nous encore, et plus vite que nous, que nos modes de vie vont devoir se transformer, nous allons nous transporter autrement -ce sera obligatoire avec la montée du prix du pétrole- manger autrement avec l'évolution des habitudes alimentaires et de production de nourriture, habiter et construire autrement, utiliser l'argent public autrement, produire notre énergie autrement et donc délibérer politiquement autrement. Pour faire tout ça nous avons besoin, nous, de transformer nos méthodes et c'est le sens du projet stratégique que nous élaborerons ensemble car le président du conseil général nouvellement élu issu des élections a évidemment une vision mais tout le département en a une aussi et il serait peut être utile qu'au regard des leçons de l'élection, des choses qui ont été dites dans la

campagne, des promesses qui ont été faites, nous puissions associer la population à cet objectif de mutation radicale de ce que peut être notre territoire et de préparation de l'avenir.

Je vous propose donc de choisir autrement notre avenir par une nouvelle méthode, un projet pour le département avec les Saône-et-Loiriens et pas seulement l'institution du conseil général, que nous allions dans les cantons, dans les communes, consulter la population, lui demander son avis, l'associer à nos décisions. Consulter aussi les acteurs de la société civile organisée, bien sûr les élus, les acteurs économiques, les associations, qui pourront comme dans les débats publics que nous connaissons, soit l'occasion des grandes infrastructures, mais aussi sur l'évaluation de nos services publics, de nos actions politiques, qui pourront nous dire « là ça va », « là ça ne va pas », « là vous pouvez faire mieux », « là il faut que vous fassiez mieux ». Nous en avons besoin pour l'avenir de notre territoire et cela doit participer d'une nouvelle méthode de construction de notre action, des partenariats avec la population, avec tous ceux qui voudront s'en mêler, mais aussi avec une sorte de grand jury pluraliste qui fera des propositions à l'issue d'un débat public que nous pourrions compter en quelques mois. On pourrait dire une petite année maximum pourrait être consacrée à l'écoute de la société, au travail en commun avec elle, et la définition de ce que nous voulons avec elle.

Et puis surtout des partenariats méthodologiques multiples avec tous ceux qui s'intéressent à ce que nous faisons dans cette Saône-et-Loire innovante, enfin un outil, je ne peux pas faire l'économie d'en parler, c'est la libération des données publiques dans un certain nombre de collectivités locales, pas seulement en France d'ailleurs mais aussi dans d'autres pays européens. Il a été imaginé que l'ensemble des informations détenues aujourd'hui dans le secret habituel des traditions administratives puisse être placé entre les mains de la population, des oppositions, des journalistes, des acteurs, des associations et puissent accéder à l'information comme outil de performance et non pas comme instrument de rétention et de pouvoir. Outil de performance parce que quand vous donnez des informations sur la décision politique et bien vous obtenez d'abord plus de participation mais surtout plus de confiance. La libération des données publiques est un outil qui nous permettra peut-être d'avancer sur le chemin de la confiance je l'espère retrouvée avec nos concitoyens.

Notre première ressource ce sont les hommes et les femmes dans notre territoire et leur imagination. Nous n'en avons pas d'autre, nous n'avons plus beaucoup d'argent public, nos marges de manœuvre, certes sont reconstituées, nos combats juridiques et politiques à l'égard du gouvernement et de l'Etat ont porté quelques fruits, mais ils sont bien insuffisants, donc ce qui nous reste, ce sont les idées, elles existent dans la société, j'ai observé à quel point d'ailleurs souvent les idées sont dans la société et que nous n'osons pas trop nous même porter. Il y a un philosophe qui a d'ailleurs bien résumé les choses c'est Edgar Morin qui a écrit un livre l'année dernière qui s'appelle « Eloge de la métamorphose ». Voici ce qu'il disait après la grande crise de 2008/2009 : « Tout a en fait recommencé mais sans qu'on le sache. Nous en sommes au stade de commencements modestes, invisibles, marginaux, dispersés, car il existe déjà sur tous les continents un bouillonnement créatif, une multitude d'initiatives locales dans le sens de la régénération économique ou sociale ou politique ou cognitive ou éducationnelle ou éthique ou de la réforme de vie, ces initiatives ne se connaissent pas les unes les autres, nulle

administration ne les dénombre, nulle partie n'en prend connaissance mais elles sont le vivier du futur ».

Voilà les ressources dont nous disposons, Edgar Morin les a parfaitement identifiées, voilà le chemin que je vous propose de suivre ensemble c'est un chemin ambitieux et audacieux, nous chercherons toujours, nous ferons toujours le choix de l'innovation et de l'audace mais nous le ferons toujours avec la population et jamais contre elle-même.

Vive la Saône-et-Loire, vive la République et vive la France.